

Edward Heath, Mémoires d'une vie

Légende: Dans ses Mémoires, Edward Heath, ancien Premier ministre britannique, se souvient de la campagne menée par le Parti conservateur en faveur du maintien du Royaume-Uni au sein des Communautés européennes.

Source: HEATH, Edward. *The Course of My Life, My Autobiography*. London: Hodder and Stoughton, 1998. 767 p. ISBN 0 340 708 522. p. 546-549.

Copyright: (c) Traduction Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe (CVCE)

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: http://www.cvce.eu/obj/edward_heath_memoires_d_une_vie-fr-6bda9afc-a52f-47f6-bfde-59c18d9f3041.html

Date de dernière mise à jour: 13/09/2013

Edward Heath, *Mémoires d'une vie*

[...]

La campagne des Conservateurs pour le «oui» fut lancée par Mme Thatcher au St Ermin's Hotel le 16 avril. Pendant mes vacances en Espagne, j'avais reçu une lettre de Douglas Hurd qui me demandait si je voulais prendre la présidence à ce dîner. J'acceptai avec plaisir, car je pensais que ma présence pourrait aider à renforcer son engagement en faveur de l'Europe. Je savais que la situation serait difficile pour tous les deux, car c'était la première fois que nous apparaissions à la même tribune depuis les élections pour la direction. Mais ce fut, en fin de compte, un excellent meeting, et Mme Thatcher contribua à apaiser mes craintes quant à sa position sur l'unité européenne. Nous étions d'accord sur le fait que le premier travail des Conservateurs était de détruire certains mythes répandus par les anti-européens. Je racontai mon histoire favorite: à Bruxelles, les jeunes filles britanniques se sentaient tellement menacées par la virilité des Européens qu'elles devaient prendre des cours de ju-jitsu! À cette occasion, Mme Thatcher fit quelques commentaires aimables sur mon propre rôle, qui consistait à garantir la place de la Grande-Bretagne en Europe, ajoutant: «C'est, bien sûr, avec une certaine audace que l'élève parle devant le maître, parce que vous en savez plus sur la question que tous les autres réunis.» Elle cita Disraeli, Churchill et Macmillan pour démontrer que les Conservateurs étaient le parti pro-européen. Elle ajouta:

Le fait est que l'Europe est en paix depuis un quart de siècle, et, rien que pour ça, je suis très reconnaissante – reconnaissante que mes enfants n'aient pas été mêlés à un conflit européen, comme leur père et les enfants des deux générations précédentes. Nous ne devrions pas considérer cette paix ainsi préservée comme un dû, car elle a été sauvegardée par l'effort délibéré et soutenu qu'ont fait les nations pour travailler ensemble... C'est un mythe de croire que la Communauté est un simple appareil bureaucratique qui ne se soucie pas de l'individu. La Commission compte 7000 personnes au total – moins que le ministère pour l'Écosse. C'est un mythe de croire que notre adhésion à la Communauté étouffera nos traditions et notre culture. Les Allemands sont-ils un peu moins allemands parce qu'appartenant à la Communauté, ou les Français moins français? Bien sûr que non.

Toutefois j'ai été déçu par la suite par le peu de campagne qu'elle a effectué à travers le pays.

Malgré mes doutes quant aux raisons d'organiser un référendum, je pris un immense plaisir à parcourir le pays en faisant une campagne pour le «oui». Le référendum était fixé au 5 juin et la question posée était la suivante: «Pensez-vous que le Royaume-Uni doit rester dans la Communauté européenne (le Marché commun).» J'avais toujours été sûr que nous gagnerions la bataille. La campagne en faveur du «oui» était extrêmement bien organisée et bénéficiait de l'appui de gens issus des trois principaux partis, dont Roy Jenkins, Shirley Williams, Jeremy Thorpe, Willie Whitelaw et Reggie Maudling, qui, tous, accomplirent un énorme travail. Avec le recul, la coopération entre les partis était vraiment remarquable pour les années d'après-guerre. Notre politique européenne était considérée comme une question d'ordre national dénuée de parti pris.

Ma priorité était de formuler très clairement la véritable nature de la question sur laquelle le peuple britannique devait se prononcer lors du référendum. Il y avait deux aspects au débat sur notre maintien en Europe, l'un politique et l'autre économique; ils devaient être démêlés et analysés séparément. J'étais convaincu que les arguments pour étaient écrasants sur ces deux volets. La question concernait également notre honneur et notre intégrité en tant que nation, et si nous allions rompre unilatéralement le traité signé et ratifié avec l'accord du Parlement. Certains opposants au Marché commun croyaient naïvement que si nous dénoncions un traité passé avec nos partenaires communautaires, ces mêmes pays européens signeraient ensuite un nouvel accord avec nous, fondé sur un nouvel arrangement de zone de libre-échange.

Pendant ma tournée nationale, j'exhortais sans cesse les citoyens britanniques de «voir les choses en grand» le 5 juin. Le pays n'allait pas voter dans le cadre d'élections municipales ou régionales, mais sur le rôle de la

Grande-Bretagne dans le monde. Les anti-européens s'étaient engagés dans une campagne soigneusement organisée pour dénigrer et banaliser de façon systématique les enjeux. Ils agissaient ainsi, car ils savaient qu'ils ne pouvaient gagner le débat sur les questions fondamentales de la paix et la sécurité. Lors de mon discours de Central Hall, le 2 juin à Westminster, je lançai quelques traits caustiques bien mérités à l'encontre de nos détracteurs. La campagne des adversaires du Marché commun, lançai-je,

ne repose sur rien d'autre que sur des questions de pain et de beurre, qui, bien qu'importantes, ne sont qu'un aspect du débat beaucoup plus large qui concerne la place de la Grande-Bretagne dans le monde... L'avenir d'un grand pays comme la Grande-Bretagne – nation qui, par deux fois au cours de ce siècle, s'est battue en Europe et s'est saignée à blanc pour y défendre la liberté et la démocratie de ses peuples – ne dépend-il réellement de rien d'autre que du prix du pain de mie.

À l'époque de la campagne, le Royaume-Uni était membre de la Communauté depuis plus de deux ans; il était donc facile de répondre aux assertions répandues par les adversaires du Marché commun selon lesquelles l'appartenance à la Communauté nous mettrait rapidement sur les genoux, économiquement parlant. La déclaration préliminaire de leur brochure officielle prétendait, de manière brutale et sans aucune réserve, que l'adhésion avait été une mauvaise affaire pour le peuple britannique. Pourtant, en mai 1975, un ministre des Finances qui s'exprimait au nom de l'ensemble du gouvernement travailliste avait annoncé qu'au cours de l'année budgétaire 1974-1975, la Grande-Bretagne avait bénéficié d'un montant de 35 millions de livres (un peu plus de 200 millions de livres en valeur 1998). Bien sûr, ce chiffre prenait en compte le bilan au sens financier le plus strict. Il n'incluait pas les avantages qui s'y greffaient, la stabilité politique et les perspectives économiques offertes, aujourd'hui encore, par l'adhésion. Le déficit commercial britannique se dégradait depuis 1973, mais cela n'avait rien à voir avec la Communauté. Le problème résidait dans notre position par rapport aux États-Unis et au Commonwealth. Si l'on comparait les deux ans et trois mois consécutifs à l'entrée dans la Communauté au même laps de temps précédant l'adhésion, on notait que nos exportations avaient augmenté de 78 pour cent vers les huit autres États membres, de 55 pour cent vers le reste de l'Europe et de 43 pour cent vers l'Amérique du Nord. C'était *avant* que les barrières fiscales soient levées et que les avantages commerciaux si rapidement acquis grâce à notre adhésion à la Communauté soient clairement mis en évidence.

Le meeting à Trafalgar Square, le 4 mai, l'un des quelques rassemblements réussis et le débat à l'Oxford Union retransmis en direct à la télévision le 4 juin furent les grands moments de ma campagne. Un grand nombre de jeunes gens étaient présents à ces manifestations, tous emballés par les perspectives qu'offrait l'Europe. C'est encore en grande partie le cas aujourd'hui, mais, en 1975, les jeunes étaient déjà les vrais internationalistes. Ce qui est amusant, c'est que ce sont ceux qui étaient d'extrême gauche et qui parlaient si fort de fraternité internationale, qui étaient les plus effrayés par un monde plus vaste. Comme je dis au meeting de Trafalgar Square, pour les gens comme Peter Shore, la fraternité internationale finit à Margate. Ce discours se termina avec la foule des jeunes qui hurlait «oui!» aux questions que je leur lançai sur la Grande-Bretagne et sur l'Europe. Ce fut une expérience exaltante, et je partis débordant d'optimisme.

Au débat télévisé à l'Oxford Union sur la motion «Que cette chambre dise «oui» à l'Europe», j'étais soutenu par Jeremy Thorpe, face à Barbara Castle et Peter Shore. J'ai le sentiment que, plus tard, Barbara et Peter ont regretté d'avoir participé à ce débat. Jeremy et moi-même avons été présidents de l'Union et nous étions tous deux détendus et confiants. Dès le début, il était évident qu'une écrasante majorité des personnes présentes était favorable au «oui». Un défenseur de l'adhésion attira l'attention de la salle et des téléspectateurs en apparaissant vêtu d'une chemise rayée, d'un béret noir et d'un collier d'oignons. Il s'appelait Alistair Burt et fut, plus tard, excellent secrétaire d'Etat pour les Invalides dans l'administration de John Major.

Pendant les débats, mon sujet principal était une réflexion sur les tragédies de la première moitié de ce siècle, conséquences de la conduite d'États nations qui recherchaient impitoyablement leurs seuls intérêts nationaux. Les leçons de 1914 et de 1939 amenaient la preuve définitive que, quels que soient les efforts déployés, la Grande-Bretagne ne pouvait échapper aux conséquences des événements qui se passaient en

Europe. En faisant partie de la Communauté européenne, nous pouvions avoir une influence sur l'évolution de notre continent et augmenter par là même la réelle souveraineté de la Grande-Bretagne. En restant au-dehors, nous aurions réduit l'influence effective de notre souveraineté, devenant plus faibles et moins aptes à défendre nos intérêts.

La réaction du public qui suivait ce débat à la télévision était extrêmement encourageante. J'avais évidemment attiré l'attention de téléspectateurs célèbres, et je reçus des lettres de félicitations de Kenneth Williams, la star des films *Carry On*, et du comédien Dave Allen. J'étais particulièrement enchanté de recevoir de nombreuses lettres de soutien de retraités qui, comme moi, avaient connu les souffrances de la guerre. Ils savaient tout simplement à quel point ce référendum était important pour leurs enfants et petits-enfants. Ainsi, une femme âgée de quatre-vingt-six ans m'écrivit de façon émouvante: «Vous avez répondu à toutes les questions de la partie adverse avec une grande clarté et beaucoup de conviction en revenant sur les époques qui précèdent et suivent la Première Guerre mondiale. Nous étions si heureux que vous en parliez, tellement de gens l'ignorent ou veulent l'oublier; mais vous l'avez fait de manière si claire... nos souffrances passées constituent la raison fondamentale pour laquelle nous devrions rester dans le Marché commun.» Le fait que, ces toutes dernières années, le patriotisme naturel, en particulier des personnes âgées, soit exploité par ceux qui mènent une vendetta politique contre l'Union européenne et contre moi-même me remplit de colère.

Le 5 juin, la Grande-Bretagne vota à une large majorité (67,2 pour cent contre 32,8 pour cent) le maintien dans la Communauté européenne. Le résultat montra de façon concluante que le peuple britannique – dans les quatre pays constituants, dans chaque région (à l'exception des îles Shetland et des îles Hébrides occidentales), dans chaque classe sociale, dans chaque groupe d'âge – soutenait corps et âme la décision prise en 1971 par le gouvernement conservateur, que je présidais, de rejoindre la Communauté. Cela fit taire pour un temps la voix de ceux qui avaient refusé d'accepter la décision du Parlement comme étant sans appel. Notre décision historique, avec tous les préparatifs qui nous y avaient menés pendant plus de quinze ans, était proclamée de manière ferme et définitive.

Je ne pouvais m'empêcher de penser sur un plan plus personnel. Après avoir parlé, travaillé, négocié et fait campagne pour l'Europe durant les vingt-cinq années précédant le référendum, rien ne m'a donné de plus grande satisfaction que de voir le peuple britannique épouser la cause à laquelle je m'étais consacré pendant si longtemps. Qui plus est, ils l'avaient approuvée à une majorité écrasante, et pas à contrecœur, mais avec enthousiasme. S'il y a une morale à cette histoire, c'est que vous ne devez jamais renoncer à une cause en laquelle vous croyez profondément, aussi bien sur le plan intellectuel que sur le plan affectif. Après la période d'abattement qui avait précédé, j'appréciai encore de nombreux reportages de presse très positifs reconnaissant le rôle que j'avais joué dans cette campagne. Le 9 juin 1975, Harold Wilson, Margaret Thatcher et Jeremy Thorpe rendirent hommage à la contribution que j'avais apportée au «oui». Ce qui était très important, c'est que, lorsque l'opportunité lui en avait été offerte, le peuple britannique ait donné, de plein gré, son consentement à la Grande-Bretagne au sein de l'Europe.

[...]